

8 mars 2022 - Discours de l'Alliance des femmes migrantes de Kassel

L'Office fédéral des statistiques annonce : Les exportations allemandes ont énormément augmenté en 2021, année de la pandémie, et ont même dépassé le niveau d'avant la pandémie. A première vue, cela semble très positif. Mais en quoi cette annonce nous concerne-t-elle en cette journée internationale des femmes ?

Critère décisif pour l'essor allemand : l'Allemagne fait concurrence aux autres nations avec son secteur à bas salaires qui ne cesse de croître. Pour le succès de la nation économique allemande, de plus en plus de personnes doivent travailler à des conditions salariales de plus en plus mauvaises. Et cela nous concerne surtout, nous les femmes.

Une étude récente de l'Institut allemand de recherche économique montre que - renforcé par la crise Corona - de plus en plus de personnes - et surtout les femmes - doivent travailler dans ce qu'on appelle des mini-jobs. Depuis la réforme du marché du travail de 2003 jusqu'en 2019, le nombre de personnes travaillant dans des mini-jobs avait déjà augmenté de 43% pour atteindre 7,6 millions, soit près de 20% de tous les salariés. Pour 61% de ces personnes, le mini-job était leur activité principale. Selon les estimations de l'institut, 850.000 de ces minijobbers (soit 12%) ont perdu leur emploi au cours des premiers mois de la pandémie. Tous les autres n'avaient pas droit aux allocations de chômage partiel pendant les phases de lockdown.

Dans l'hebdomadaire "Die Zeit", on pouvait lire le 1er février 2022 : "Entre-temps, le nombre de mini-jobs est revenu au niveau d'avant la crise. Dans ce contexte, il y a de moins en moins de personnes qui font exclusivement un mini-job et de plus en plus de personnes qui font un job à 450 euros à côté".

Tout cela montre clairement que les mini-jobs ne sont en aucun cas un tremplin vers le premier marché du travail, comme l'affirme régulièrement la propagande politique. Les mini-jobs n'assurent pas des moyens d'existence, ils assurent la précarité des personnes concernées ! Les mini-jobs, tout comme le travail intérimaire, ne servent qu'au profit du capital - en tant que secteur à bas salaires dans la concurrence internationale - et en période de crise économique, ils sont rapidement supprimés.

Dans l'accord de coalition actuel, le FDP s'est imposé en ce qui concerne la réglementation des mini-jobs. Le salaire doit passer à 520 euros, mais il n'y a toujours pas d'obligation de cotisation à la sécurité sociale. C'est une promesse en l'air : Il faut empêcher"... que les mini-jobs soient utilisés abusivement comme substituts à des contrats de travail réguliers ou qu'ils deviennent un piège à temps partiel, notamment pour les femmes. Nous contrôlerons davantage le respect du droit du travail en vigueur pour les mini-jobs". La réalité est déjà différente.

En période de crise économique et de pandémie, les inégalités de revenus entre les sexes continuent de s'accroître. Le travail de soin et de reproduction a été transféré aux femmes dans une bien plus grande mesure. Moins de travail rémunéré - plus de garde d'enfants. Le risque de pauvreté des femmes à la retraite continue également d'augmenter. Dans notre pays, elles perçoivent déjà une pension inférieure de 46% en moyenne à celle des hommes.

Nous exigeons maintenant plus que jamais que le travail de soins soit placé sous la responsabilité de la société. Nous, les femmes, voulons travailler et vivre de manière indépendante ! La condition préalable est une réduction significative du temps de travail à l'échelle de la société et la répartition du travail nécessaire entre toutes les personnes capables de travailler ! Pas seulement par convention collective dans quelques secteurs privilégiés où travaillent principalement des hommes, mais par la loi pour tous !

Comme premiers pas dans cette direction, nous demandons :

1. La revalorisation des professions importantes pour le système !

Dans les secteurs des soins, de la santé, du nettoyage, du commerce de détail, de l'éducation et du social, les femmes sont majoritairement employées, souvent de manière précaire. Par exemple, selon un rapport récent de l'Office fédéral des statistiques, 85% des femmes travaillent dans le secteur des soins aux personnes âgées, dont 68% à temps partiel. Face à la crise de Corona, elles sont toutes soumises à une pression particulièrement forte. Le manque de ressources pousse les femmes à leurs limites physiques et psychiques. Dans tous ces secteurs, le risque d'infection est particulièrement élevé. Nous nous solidarisons avec les travailleurs des professions sociales et éducatives et soutenons leurs revendications dans le cadre des négociations collectives actuelles.

2. Nous exigeons des salaires plus élevés et des conditions de travail sûres et de qualité !

Les femmes gagnent en moyenne 18% de moins que les hommes à poste égal. Elles travaillent majoritairement dans les professions de service. Les femmes issues de l'immigration, en particulier, occupent ces emplois précaires ou des mini-jobs. L'augmentation du salaire minimum à 12 euros va fondre comme neige au soleil face à l'inflation. Les prix de l'électricité, du gaz et des denrées alimentaires augmentent brusquement et de manière drastique. De plus, le seuil de revenu pour les mini-jobs passe de 450 à 520 euros.

Cela signifie une détérioration de la sécurité sociale.

C'est pourquoi nous demandons : une sécurité sociale dès le premier euro!

Nous devons unir nos forces et combattre ensemble !

Feminism Unlimited Kassel & MeeTIN*up

Le combat pour l'autodétermination physique est un thème fondamental du féminisme. Car il nous concerne tous, que nous soyons femmes, lesbiennes, inter, non-binaires ou trans. Dans les sociétés patriarcales, on nous refuse à tous le droit de disposer de notre corps.

Le combat pour l'autodétermination corporelle commence déjà par le fait que notre opinion et nos décisions ne comptent pas. Ils ne sont pas pris au sérieux lorsqu'il s'agit de nos propres corps. Les personnes trans*, inter* et genderqueer sont les mieux placées pour connaître leur sexe, mais ce sont les parents et les médecins qui le leur dictent. La sexualité lesbienne n'est pas considérée comme une sexualité sérieuse dans de nombreux secteurs de la société. Et lorsque les femmes enceintes veulent avorter leur grossesses, elles doivent défendre leur décision à l'extérieur et sont traitées comme des meurtrières. Tout cela n'est pas des destins individuels, la plupart d'entre nous connaissent ces expériences ou des expériences similaires. Et ça arrive encore et encore, tous les jours.

Tout cela influence notre propre relation avec notre corps. On ne nous apprend pas à écouter notre propre ressenti, mais à nous fier aux évaluations extérieures. Pour beaucoup d'entre nous, il est naturel de demander "est-ce que je fais ça bien?" plutôt que "est-ce que ça me fait du bien?". Nous devons d'abord nous battre pour établir une relation avec notre propre corps qui ne soit pas empreinte de revendications sexistes et racistes.

Mais il s'agit de bien plus que de notre relation avec nous-mêmes. Il s'agit de notre relation avec les autres et avec l'État. Il s'agit de la violence faite à nos corps. Dans notre société actuelle, un contrôle particulier est exercé sur nos corps. Opérations forcées sur les enfants inter*. La criminalisation des travailleurs du sexe. Les expulsions. L'obligation de contraception pour les personnes handicapées. La disponibilité infinie de travail de soin non rémunéré. La violence sexualisée. Les agressions quotidiennes contre les femmes et les queers aux couleurs. Les féminicides, c'est-à-dire les meurtres de femmes, qui sont toujours minimisés en tant que "drame relationnel". Nous, les femmes et les queers, sommes systématiquement privés de notre autodétermination physique dans l'espace privé comme dans l'espace public - et ce également sur la base de lois.

Dans son accord de coalition, le nouveau gouvernement fédéral composé du SPD, des Verts et du FDP a annoncé la libéralisation de deux de ces lois : A l'avenir, l'interdiction de la publicité pour les avortements des grossesses devrait être levée. De plus, la "loi sur les transsexuels" sera reformulée en une "loi sur l'autodétermination". Les personnes trans* devraient alors pouvoir changer officiellement leur nom et leur inscription de genre sans expertise. Ces annonces montrent que notre travail politique est couronné avec succès. Si les annonces sont réellement suivies d'effet, cela conduira à des améliorations très concrètes pour beaucoup d'entre nous. Mais cela ne change rien au fait qu'il nous est fondamentalement refusé de décider nous-mêmes de notre corps. Les avortements de grossesse restent illégaux et ne sont dépénalisés que dans des conditions incapacitantes : les femmes enceintes et les médecins continuent d'être criminalisés. Et les personnes trans* doivent continuer à faire reconnaître leur genre par des expertises judiciaires pour pouvoir bénéficier de thérapies hormonales, d'un entraînement vocal et d'opérations.

Nous disons: les avancées au niveau légal ne sont que des libéralisations. Elles nous donnent certes plus de liberté de décision, mais le pouvoir sur nos corps reste en fin de compte entre les mains de l'État. Nous voulons plus!

Nous voulons une véritable autodétermination pour les personnes trans*, avec une prise en charge complète des frais occasionnés et sans obligation d'expertise incapacitante ! Nous voulons la dépénalisation de l'avortement et un accès sécurisé à celui-ci! Nous voulons l'abolition du système binaire des genres! Car il divise de manière obsessionnelle nos corps en hommes et en femmes et a été façonné par la domination coloniale! Nous voulons mettre fin à l'aliénation du corps et de la sexualité à des fins de production et de reproduction!

Nous ne nous battons pas pour obtenir plus de droits dans un système d'exploitation et de sexisme. Le dépassement du capitalisme, de la domination blanche et du patriarcat est la base d'une véritable autodétermination corporelle.

Pour cela, nous devons nous unir et nous organiser en tant que femmes et queers. Nous devons construire et élargir nos propres structures. Nous devons nous croire mutuellement et prendre au sérieux nos expériences et nos sentiments. Nous devons trouver de nouveaux mots pour décrire ce que nous ressentons.

Combattons ensemble pour notre autodétermination physique!

[Fin du discours et passage à l'annonce dans un style plus informel].

Une autre annonce à ce sujet : Le samedi 12 mars, la rencontre des groupes chrétiens pour les droits à la vie aura à nouveau lieu à Kassel. Ces groupes font partie du noyau dur du mouvement religieux fondamentaliste, raciste et antiféministe contre l'autodétermination physique des femmes et des queers. C'est contre cela que nous descendons dans la rue, rejoignez-nous!

Mon corps - mon choix!

Women Defend Rojava Kassel

Chers amis* et amies,

Chaque 8 mars, il devient évident que le combat pour la libération est internationale. En effet, ce jour-là, des femmes, des lesbiennes, des personnes inter, non-binaires et trans - collectivement "FLINT" - s'unissent dans le monde entier. Ce jour-là, nous montrons de manière particulièrement impressionnante que la résistance contre le patriarcat capitaliste ne connaît pas de frontières. À l'occasion de la journée de combat féministe d'aujourd'hui, nous souhaitons rendre hommage aux personnes FLINT qui ont été ou sont encore prisonnières de l'État islamique à Şingal. Elles ont été

enlevées, violées, vendues sur des marchés d'esclaves et assassinées. Mais nous voulons aussi nous consacrer aux personnes FLINT qui ont combattu les bandes terroristes de l'État islamique au Rojava et à Başûr et qui combattent actuellement contre les attaques de l'armée turque.

En tant que femmes kurdes vivant dans la diaspora, nous ne sommes pas seulement confrontées à des rapports patriarcaux et capitalistes. Nos identités sont criminalisées et récupérées ou on nous demande d'adapter nos identités multiples. Nous suivons la devise du mouvement des femmes kurdes : "La femme libre est la société libre ! Car une société ne peut pas être libre tant qu'il y a de la violence et de l'exploitation patriarcales. Cela signifie pour nous que nous devons combattre le patriarcat à tous les niveaux où il agit ! Le système de genre binaire violent qui nous entoure et que nous apprenons opprime et assassine tant d'entre nous. La révolution du Rojava est pour nous un exemple de la nécessité d'un combat féministe conséquente de toutes et tous contre l'oppression patriarcale.

L'objectif du mouvement des femmes kurdes est une société démocratique de base, écologique, économiquement équitable et sans sexisme, et pas seulement au Kurdistan ! En tant que personnes kurdes FLINT et internationalistes* en Europe, nous ne prenons pas seulement le combat du mouvement des femmes kurdes (et la révolution des personnes FLINT) au Kurdistan comme exemple. Nous essayons de le soutenir au quotidien et nous nous considérons comme une partie de ce combat.

Même si des victoires importantes ont été remportées au cours des 111 années qui ont suivi la première proclamation de la journée féministe, le combat pour la liberté des personnes FLINT reste vitale et actuelle. Actuellement, nous sommes confrontés à une nouvelle vague de féminicides systématiques. Comme actuellement au Kurdistan par le gouvernement AKP et son armée, qui pratiquent une politique fasciste, hostile aux minorités et en particulier aux femmes et aux queer. Où des arrestations massives, des exécutions et une guerre brutale sont menées contre la population civile et où les personnes FLINT qui s'y opposent sont prises pour cible particulière.

Souvent, leur perspective libérale et capitaliste a empêché les féministes européennes de voir dans quelles conditions historiques, sociales et politiques les personnes FLINT non européennes vivent et combattent. Il en résulte que les personnes FLINT non chrétiennes et non européennes sont prises en pitié et considérées comme des "opprimées" qui doivent être sauvées. Les personnes FLINT non européennes qui s'affirment et s'organisent leur paraissent "suspectes". Mais si nous ne pensons pas notre féminisme de manière internationale et anticapitaliste, nous sommes facilement attaquables. Les mouvements féministes en Europe sont très fragmentés et sont souvent en concurrence les uns avec les autres. Dans le capitalisme, la compétitivité excessive devient la norme, et nous, en tant que personnes FLINT, n'en sommes pas exemptes : Cet esprit de compétition provoque l'isolement parmi nous tous et doit donc être rejeté et activement éliminé par une pratique solidaire.

Nous voulons faire avancer cette prise de conscience et la solidarité entre les personnes FLINT afin de faire face ensemble aux attaques contre notre vie et notre droit à l'autodétermination. Nous voulons nous engager avec les personnes FLINT dans toutes les régions du monde pour la justice, la paix et la liberté. Mais en nous tenant ici ensemble, nous devrions aussi penser à tous ceux qui ne peuvent pas être avec nous dans la rue aujourd'hui : Les prisonniers dans les prisons et ceux qui sont tombés dans le combat pour une société libérée ! C'est aussi pour eux que nous sommes bruyamment dans la rue aujourd'hui!

Sans une critique radicale et globale du système, le patriarcat ne pourra pas être vaincu.

Renforçons notre solidarité et, en tant que personnes FLINT qui se libèrent elles-mêmes, prenons la responsabilité de construire une société libre!

À bas le féminicide ! Vive la journée de féministe et la résistance internationaliste!

Jin - Jîyan - Azadî!